

## EUROPA

PRÉSIDENTE EUROPÉENNE

# Ce que l'Allemagne concocte

Raymond Klein

**Alors que l'Union européenne fait face à la pandémie et à ses conséquences économiques, c'est l'Allemagne qui prend la présidence tournante. Analyse du programme des six mois à venir.**

Faut-il la redouter ou s'en réjouir ? La présidence allemande pouvait paraître, il y a six mois, comme une occasion de pousser plus loin l'UE sur la voie des « finances saines » et des réformes libérales. Mais depuis, l'Europe a subi les ravages sanitaires et économiques et Angela Merkel a choisi de se joindre à Emmanuel Macron pour proposer une approche keynésienne de la sortie de crise (online-woxx : « Eurobonds: Nein, ja, nein! »). Après la présidence de la Croatie, plutôt dépassée par les événements, c'est donc une bonne chose qu'un pays puissant, mais apparemment à l'écoute de ses partenaires, prenne en main la coordination entre États membres.

## Leçons de la Covid-19

La présidence allemande, qui a commencé ce 1er juillet, est placée sous le signe de la Covid-19. « Réussir à maintenir soudées l'Union européenne et la zone euro », voilà son objectif numéro un selon Michael Clauß, représentant permanent de l'Allemagne à Bruxelles, cité par le Deutschlandfunk. Pour cela, il faudrait « surmonter la pandémie et ses conséquences au niveau des économies et des sociétés des États membres ». Merkel a même fait une autocritique de la gestion de crise lorsqu'elle a présenté les lignes directrices de sa présidence devant le Bundestag : « Les premiers réflexes, les nôtres aussi, étaient plutôt nationaux et non pas européens - c'était avant tout déraisonnable. » (Rapporté par Euractiv.de)

D'après le journal en ligne Euractiv, qui a pu consulter le programme, des leçons auraient été tirées de la pandémie : « L'État allemand souhaite non seulement que les instruments de gestion de crise de l'UE soient évalués, mais aussi que les équipements de protection et les médicaments soient produits en Europe. » Surtout, le plan de relance en cours de négociation est adossé au cadre financier pluriannuel, qu'il faudra donc enfin faire adopter. Entre les pays en faveur d'une plus grande solidarité financière entre États membres et ceux qui voudraient la minimiser, un compromis ne sera pas facile à trouver. En Allemagne, même les voix qui réclament des « réformes structurelles » plutôt que des « prodigalités vaines » ne manquent pas (voir encart).

Le Brexit constitue un autre dossier qui devra être bouclé, bon gré

mal gré, avant la fin de l'année, et même avant octobre. La présidence n'est pas directement impliquée, mais l'accord d'association à négocier est lié à une éventuelle réorientation de la politique des accords commerciaux de l'UE. Une réorientation réclamée depuis longtemps par la société civile et qui s'imposerait dans une démarche de relocalisation post-Covid.

## Des ombres sur la présidence

La solidité de l'axe Berlin-Paris, affichée à travers la visite de Macron chez Merkel l'avant-veille du démarrage de la présidence, devrait permettre à l'Allemagne d'avancer sereinement sur les sujets prioritaires. Parmi ceux-ci, les relations avec la Chine semblent figurer, tandis que des sujets comme l'élargissement vers l'Est, les relations avec la Rus-

sie ou l'écologisation des politiques agricoles apparaissent comme moins urgents.

Pour ce qui est des droits fondamentaux au sein de l'UE - là on regarde vers l'Est -, il y a eu des annonces, mais vagues. C'est plutôt la formule magique de la « digitalisation » qui est mise en avant comme autre grande priorité de la présidence allemande. Sur le climat par contre, les intentions de Merkel sont moins claires. L'ex-formule magique de l'« Europe sociale » est également complètement absente des discours. Enfin, la réforme de la politique migratoire de l'Union risque d'être laissée au conseil des ministres... présidé par Horst Seehofer. Entre ombre et lumière, le contour de la présidence allemande est en train de prendre forme.

## Un élan allemand, vraiment ?

(lm) - Que l'Allemagne prenne la présidence d'une Union européenne peinant à trouver ses marques, cela peut constituer une chance. Si les mois passés ont montré une chose, c'est que plus de solidarité et moins d'égoïsmes nationaux sont de mise face à des défis comme la pandémie de Covid-19. En reprenant conscience du sens du mot « union », les pays européens pourront dépasser la crise de sens qui affecte leur projet commun depuis une quinzaine d'années. Le fait que l'Allemagne, face à la nécessité d'une relance économique, a changé de cap en matière de doctrine budgétaire constitue un signe encourageant. Hélas, le programme annoncé pour la présidence reste flou (voir ci-contre).

Surtout, la marge de manœuvre d'Angela Merkel sur des sujets comme le climat ou la relance risque d'être restreinte par des effets de politique intérieure. En effet, alors que la chancelière avait envisagé une réduction des émissions européennes de CO2 de 55 pour cent à l'horizon 2030, nettement plus que l'engagement actuel, sa propre formation politique, la CDU/CSU, a rejeté un tel

projet au nom de la protection de l'industrie allemande. Quant aux fonds destinés à financer la relance européenne, leur forme et leurs conditions d'octroi restent à déterminer : nombreuses sont les voix au sein de la droite allemande pour s'opposer à une injection d'argent frais trop généreuse. Or, l'attitude de Merkel sur cette question déterminera non seulement sa capacité à rallier l'Europe du Sud, mais aussi la solidité de l'axe Berlin-Paris, essentiel pour lancer de nouvelles initiatives politiques.

Le potentiel pour une sortie de crise par le haut est bien là, mais l'expérience de la présidence allemande antérieure, en 2007, devrait rendre sceptique. À l'époque, le défi consistait en un traité constitutionnel, contesté partout et recalé par les électeurs français et néerlandais. La chancelière ne trouva rien de mieux que de réintroduire le traité par la porte de derrière, au mépris de la démocratie, et en faisant le lit du populisme nationaliste que l'Europe affronte aujourd'hui. Si cette seconde présidence Merkel devait encore être celle des magouilles et des compromis foireux, ce serait une mauvaise nouvelle pour les politiques économique, migratoire, climatique et du développement durable en général.



Avec Merkel, ça marche. L'Allemagne prend la présidence de l'UE pour six mois.

FUCKR : EPP : CC BY 2.0